

Compte-rendu de la séance de conciliation du 2 avril 2025

Mise à l'enquête du 15 janvier 2025 au 14 février 2025

Plan d'affectation communal (PACom)

Opposition de M. Jonas van Gelder et Mme Melody van Gelder

Classement interne : 30

Présent·e·s :

Représentants communaux

Mme Dominique-Ella Christin, Municipale en charge de l'urbanisme

Mme Isabelle Girault, urbaniste mandataire du PACom

Opposant : M. Jonas van Gelder

Introduction

Madame la Syndique souhaite la bienvenue à l'opposant et lui donne la parole pour l'exposé de ses griefs vis-à-vis du PACom.

Discussion

Opposant

M. van Gelder explique que le point 4.1 du règlement communal sur les constructions et l'aménagement du territoire actuellement en vigueur permet une utilisation sans limitation des volumes bâtis :

« 4. Bâtiments existants
[...]

4.1 Les bâtiments existants peuvent être transformés à condition que les travaux projetés ne portent pas atteinte, ni au caractère, ni au développement de la zone. Les volumes bâtis peuvent être utilisés sans limitation.

Ces bâtiments peuvent être agrandis, pour autant que par lui-même l'agrandissement ne contrevienne pas aux dispositions du présent règlement. »

Or, il relève que cette mention de l'utilisation sans limitation des volumes bâtis ne figure plus dans le règlement du PACom. M. van Gelder s'oppose à ce retrait et souhaite que le règlement du PACom contiennent une disposition autorisant l'utilisation sans limitation des volumes bâtis.

L'opposant est propriétaire de la parcelle 448 et sa maison a plus de 100 ans. Etant situé dans une zone villa, il craint que le retrait de cette disposition indiquant que les volumes bâtis peuvent être utilisés sans limitation crée un vide juridique. En effet, il explique que, s'il souhaite à l'avenir rénover ou construire sur sa parcelle, l'absence de cette disposition réglementaire rend la situation peu claire sur ce qu'il pourrait ou non réaliser. M. van Gelder estime que le maintien de la teneur du point 4.1 du

règlement actuellement vigueur est nécessaire afin de sauvegarder les droits afférents à sa parcelle et à la maison existante.

Représentants communaux

La Municipalité estime qu'il est possible, sous réserve que la Municipalité décide d'aller à l'enquête complémentaire, que le point 4.1 du règlement actuel soit réintroduit dans le règlement du PACom. Elle explique qu'elle n'avait pas l'intention de limiter les droits à bâtir existants des citoyens, mais qu'elle n'avait pas anticipé le vide juridique créé par ce retrait pour les anciens bâtiments extérieurs à la zone centrale. Elle indique donc que, à la lumière de cette problématique soulevée par l'opposant, la Municipalité envisagera éventuellement de revoir ce point concernant les bâtiments existants, car elle ne souhaite en aucun cas limiter les droits à bâtir existants des citoyens pranginois.

Prangins, le 28 mai 2025

Melody van Gelder
Jonas van Gelder
Route de Bénex 28
1197 Prangins

17 FFV. 2025		No. Plan cl. 42.04.02/2524		
DEC	ADL	ID	JDW	JMB
SAG	SURB	SEN'	SASEJ	SBAT
SCSL	SFIN	SRH	SCH	STRA
ONAT	OINF			
Suivi				

RECOMMANDE

Greffe Municipale de Prangins
Service Administration générale
Place 2
1197 Prangins

Prangins, le 12 février 2025

Parcelle no 448 sise Route de Bénex 28 à 119 Prangins
Propriétaires : Melody van Gelder & Jonas van Gelder

Objet : Opposition au Plan d'affectation communal (PACom) de Prangins

Madame, Monsieur,

Nous avons pris connaissance de la mise à l'enquête du Plan d'affectation communal (PACom), publiée récemment dans la Feuille des avis officiels du canton de Vaud.

Par la présente, nous formulons notre opposition à la modification proposée du règlement de construction relatif au nouveau PACom, spécifiquement concernant les articles relatifs aux bâtiments existants, mentionnés aux articles 4, page 8 du règlement de construction de 1983 de la commune de Prangins.

Cette opposition vise à sauvegarder les droits afférents à notre parcelle ainsi qu'à la maison existante. Nous estimons que cette modification pourrait entraîner des répercussions significatives et potentiellement néfastes sur notre propriété. Nous sollicitons donc une réévaluation de cette proposition afin de préserver nos intérêts légitime.

Nous restons à disposition pour toute discussion ou complément d'information nécessaire à l'examen de notre opposition.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Melody van Gelder
Jonas van Gelder

